

# élections communales

## Vevey – 8 mars 2026

# l'avenir sera décroissant

Le système capitaliste exploite sans limites les ressources naturelles et les personnes, à la seule recherche du profit par une croissance à tout prix. Il provoque l'épuisement des ressources, l'aggravation des inégalités et des bouleversements écologiques qui menacent nos conditions de vie. Contre les idéologies autoritaires, contre le durcissement des politiques néolibérales qui fragilisent la démocratie et la solidarité, contre les profits et les intérêts d'une minorité, nous défendons la vie, la santé et l'avenir du plus grand nombre.

## Produire moins et partager plus

Il ne peut pas y avoir de croissance économique infinie dans un monde fini. Inévitablement, il faudra produire et consommer moins. Cela bouleversera notre société, et il faut éviter que ce soit pour le pire. Nous proposons une société porteuse d'espoir, tournée vers la solidarité, l'entraide, l'engagement écologique et la valorisation des biens communs, garantissant le bien-être de toutes dans le respect des limites planétaires.

Dans la société que nous voulons créer avec vous, il y aura des emplois locaux et diversifiés, évitant les déplacements coûteux en temps, en fatigue, en énergie et en argent. La politique du logement sera basée sur le principe du droit de chacune à un toit, et les nécessaires rénovations énergétiques ne seront pas à la charge des locataires. Les terrains et immeubles seront propriété publique pour les sortir de la spéculation immobilière. La politique fiscale imposera chacune selon ses réelles possibilités. Les transports en commun et les mobilités douces seront développées, l'usage de la voiture individuelle en ville sera réservé à celles qui en ont réellement besoin. Les espaces publics seront végétalisés pour en faire des jardins collectifs, lieux de partage et de communauté. L'agression publicitaire actuelle sera remplacée par du contenu culturel, associatif et vecteur de lien social, répandant la culture dans les villes, villages et quartiers. Des places en crèche sans délai d'attente seront garanties afin de favoriser l'égalité. L'entraide, la solidarité et l'égalité seront développées dans tous les domaines.

Si nous laissons faire, un capitalisme sans frein continuera de permettre à des multimilliardaires de multiplier encore leur fortune en détruisant les bases mêmes de la vie sur cette planète. La très grande majorité de la population en subira lourdement les

conséquences dans tous les aspects de sa vie, à commencer par les plus pauvres, d'ici et d'ailleurs. Les enfants aussi subiront les conséquences de nos choix politiques.

Nous voulons au contraire lutter d'un même mouvement contre la dégradation potentiellement catastrophique des conditions sociales et écologiques. Aucune politique écologique ne peut réussir sans justice sociale. De même, la meilleure politique sociale ne vaudra rien dans un environnement de canicules, de tempêtes et d'inondations. Nous proposons une sobriété socialement juste, une société qui prenne soin de toutes et en priorité des plus vulnérables, qui gaspille moins d'énergie et de matières premières et offre plus de vie, de partage, de sécurité, de joie.

L'avenir décroissant et alternatif que nous créerons ensemble promeut les liens sociaux, fait de la convivialité une priorité et contribue à ce que chaque personne trouve sa place. Il vise au bonheur collectif, qui est plus que la somme des bonheurs individuels.

## Décider ensemble

Un tel changement de cap ne se fera pas sans la participation active de la population.

Nous voulons d'abord une commune pour et par sa population, dans tous les domaines: logement, services publics, éducation, culture, sport, environnement, mobilité, solidarité internationale et égalité. Elle est l'espace commun qui nous lie. La politique permet de nous organiser pour y vivre de manière harmonieuse et pérenne.

Derrière l'autoritarisme et les décisions personnelles hors de contrôle auxquelles nous assistons à la tête des grandes puissances mondiales, c'est la tyrannie qui menace. Aussi nous voulons élargir, approfondir et renforcer la démocratie, pour décider collectivement de l'emploi des ressources disponibles et des infrastructures, ainsi que des conditions de vie et de travail.

page 2	Justice Sociale
page 3	La bourse ou la ville
page 4	Le modèle du donut
page 5	Nos limites, nos futurs
pages 6-7	Nos candidatures au Conseil Communal
page 8	On a qu'une ville
page 9	Culture partout, culture par toutes
page 10	Bilan et perspectives municipales
page 11	Candidatures Municipales

\* Ce document utilise le féminin pour désigner toutes les identités de genre (féminin générique).



# Justice sociale

La situation économique de la majorité de la population se dégrade. Combinées à une stagnation des salaires, l’inflation, la hausse des primes d’assurance et des loyers provoquent un accroissement des inégalités. Cette tendance a été renforcée par des allègements fiscaux pour les plus riches et des mesures d’austérité visant les services publics nécessaires aux classes moyennes et populaires. Nous voulons que la commune joue son rôle pour assurer la cohésion sociale et une vie digne. Le projet de décroissance s’inscrit dans cette perspective : construire collectivement un avenir désirable fondé sur la justice sociale, la solidarité, le partage et la participation citoyenne. Une ville juste est une ville où chacune se sent légitime, reconnue et en sécurité dans l’espace public. L’égalité ne se décrète pas : elle se construit à travers des choix politiques concrets. Notre action privilégie les dimensions citoyennes et altruistes, qui sont essentielles à la vie.

## Un toit est un droit

**Avoir un toit, vivre en sécurité, et participer pleinement à la vie collective sont des conditions essentielles d'une société juste. Le logement, en particulier, ne peut être réduit à une marchandise soumise aux seules logiques du marché : c'est un droit fondamental.**

De plus en plus de ménages doivent multiplier les sacrifices pour pouvoir se loger : travailler davantage, renoncer à des soins, réduire leur vie sociale. Ces stratégies ont des conséquences durables sur la santé, l'égalité et la cohésion sociale. Dès lors, les politiques publiques locales sont déterminantes. La politique de l'habitat et du logement de Vevey est le fruit d'une vision traduite en mesures réalisables, portée notamment par notre camarade Gabriela Kämpf au sein de la Municipalité et adoptée en 2025. Nous voulons désormais mettre en œuvre ce plan d'action dans son ensemble pour répondre à la gravité et l'urgence des problèmes. Nous veillerons à continuer de porter ces thèmes par nos actions et revendications. Il est primordial que la commune intensifie une politique foncière et immobilière active. Elle doit entre autres utiliser pleinement le droit de préemption prévu par la législation cantonale pour acquérir des immeubles d'habitation et y développer des logements sociaux et coopératifs, hors de toute spéculation. La commune doit aussi mener une politique résolue de lutte contre la gentrification. Elle doit utiliser tous les leviers à sa disposition pour empêcher les hausses de loyer abusives, œuvrer à leur baisse lorsque cela est possible, et garantir que l'ensemble des habitantes puisse se loger dignement à Vevey. Le rôle social des concierges doit être valorisé avec des incitations pour vivre sur place.

## Besoin de toit

**La Riviera vaudoise fait face à un manque criant de places d'hébergement d'urgence. En mai 2025, la fermeture du Hublot à Vevey a laissé l'Est vaudois sans solution pour les personnes sans abri, reportant la pression sur les structures voisines.**

En mars 2025, en collaboration avec le collectif 43 m², nous avons déposé un postulat qui demande à la Municipalité d'agir, afin de renforcer la visibilité de cette problématique et la coordination intercommunale pour la mise en œuvre d'une politique des hébergements d'urgence. En décembre 2025, la commune a repris la gestion d'un abri de protection civile au Panorama et a pu mettre à disposition 24 lits d'urgence. Si l'ouverture rapide de lits d'urgence communaux a démontré la capacité d'action locale, l'offre reste insuffisante. Des solutions durables et coordonnées à l'échelle régionale sont indispensables.

### Nos propositions

- Développer des solutions d'hébergement d'urgence pérennes sur le territoire communal

- Renforcer la coordination intercommunale et régionale en matière d'hébergement d'urgence

- Développer des solutions de logement de transition avec accompagnement pour la réinsertion sociale

- Assurer un suivi social renforcé pour favoriser les sorties durables de la précarité

### Nos propositions

- Mettre en œuvre pleinement et sans délai la politique communale du logement adoptée en 2025

- Poursuivre la politique d'acquisition foncière par la commune, notamment en utilisant largement le droit de préemption, pour garantir des logements abordables

- Favoriser les possibilités d'utilisation des locaux vacants pour lutter contre la crise du logement

## Je te crois

La loi réprime les actes de violence, qu'ils soient commis dans l'espace public ou dans la sphère privée. Mais, trop souvent, les victimes n'ont pas de solution pour y échapper.

Les actes de violence restent une réalité tragique, comme l'ont montré plusieurs féminicides récents dans la région. Nous reconnaissons l'engagement fort de la Municipalité en faveur de l'égalité comme les actions de sensibilisation et de prévention qu'elle a menées durant cette dernière législature. Mais la protection des victimes reste insuffisante. La violence s'installe bien en amont de l'issue fatale : le harcèlement, la domination économique ou le chantage sont des signaux qui exigent une mise à l'abri immédiate. Nous considérons que la sécurité des habitantes est un bien commun qui nécessite d'utiliser tous les leviers municipaux, y compris fonciers.

### Nos propositions

- Développer des lieux d'accueil et d'hébergement sécurisés, accessibles immédiatement

- Renforcer la prévention et la sensibilisation en collaboration avec les associations spécialisées

- Améliorer l'orientation et l'accompagnement des victimes de violences

- Continuer à améliorer l'accueil des victimes lors de leurs contacts avec les autorités policières lors du dépôt de plainte

- Intégrer les auteurs de violences dans les dispositifs de lutte contre celles-ci

## Tintébins et trottinettes

**Dans une société marquée par l'isolement et la fragmentation sociale, le lien entre les générations mérite un soin particulier.**

**La mixité intergénérationnelle est une richesse : elle valorise les savoirs, renforce le sentiment d'utilité sociale et contribue à une société plus solidaire.**

À Vevey, près d'un quart de la population a plus de soixante ans, ce qui implique des défis de taille dans les années à venir. Quant à la jeunesse, elle se prépare à faire face à un monde profondément changeant. Sa détresse est déjà palpable. Il est de notre responsabilité de prendre soin les unes des autres et de favoriser la rencontre, la transmission et la participation de toutes à la vie collective. Lutter contre l'isolement des seniors ne peut se faire sans repenser les lieux, les usages et les rythmes de la ville.

## Jardins divers

**Chaque personne doit avoir une place à part entière et pouvoir participer à la vie collective sans discrimination. L'accessibilité universelle, la reconnaissance des diversités culturelles, sociales ou de genre et la lutte contre toute forme de discrimination que subissent les minorités sociales doivent guider toute l'action communale.**

Valoriser la diversité culturelle, sociale, de genre et d'orientation affective et sexuelle est une condition essentielle du vivre-ensemble. L'espace public, les noms de lieux, les services et les dispositifs de soutien doivent refléter cette diversité et contribuer à déconstruire les normes dominantes qui excluent ou invisibilisent. Les violences et les discriminations contre les personnes LGBTQIA+ sont insuffisamment combattues. Nous voulons renforcer la sensibilisation et la prévention, et mettre en place des dispositifs de médiation et de signalement accessibles.

### Nos propositions

- Repenser l'espace public et les politiques communales à l'aune de l'égalité, dégenrer ou féminiser les noms de rues et de places, prévoir des lieux adaptés à l'allaitement

- Valoriser activement la diversité culturelle, sociale et de genre dans la communication et les manifestations communales

- Promouvoir une convivialité urbaine inclusive et solidaire, en reconnaissant la pluralité des formes de famille, de liens, de soins et de solidarités

- Former mieux le personnel communal et les forces de l'ordre à la prise en compte des discriminations

- Soutenir concrètement les personnes LGBTQIA+ en créant et en renforçant des espaces d'accueil, d'écoute et d'accompagnement sûrs et inclusifs

# Citoyennes de demain

**L'éducation joue un rôle fondamental pour construire une société critique, solidaire et consciente des enjeux de son époque.**

Face à la rapidité des transformations de notre société, il est essentiel de renforcer une éducation qui permette de comprendre le monde, d'y prendre part activement. Les défis liés au numérique, à la crise écologique et aux inégalités sociales nécessitent des actions de sensibilisation dès le plus jeune âge, en complément des programmes scolaires existants.

### Nos propositions

- Développer en milieu scolaire la sensibilisation aux usages du numérique, en particulier aux risques liés aux réseaux sociaux, au cyberharcèlement, à la désinformation et à la protection des données

- Renforcer l'éducation à la réalité écologique et sociale, avec des projets pédagogiques locaux en lien avec la nature

- Mettre à disposition des budgets extrascolaires dédiés, afin de financer des activités en lien avec les enjeux écologiques et sociaux

- Travailler en collaboration avec les parents, les directions d'établissement, les enseignantes et les associations pour intégrer durablement ces thématiques dans la vie scolaire

### Nos propositions

- Créer et soutenir des espaces intergénérationnels, notamment par la mise en place de cantines communes entre écoles et EMS, l'implantation de crèches au sein ou à proximité des EMS, ainsi que le développement d'accueil de jour pour les seniors attendant à des structures d'accueil de l'enfance

- Favoriser les échanges et la transmission entre générations, en encourageant des activités scolaires et

## La rue est à nous

**L'espace public est un espace partagé par définition. Chacune devrait pouvoir s'y sentir accueillie et légitime, comme dans une sorte de prolongement de son chez-soi. La ville de Vevey, par sa densité et sa centralité régionale, est confrontée à de nombreux défis en termes de cohabitation selon des usages et des attentes très diverses.**

Les près de 50'000 personnes qui y passent chaque jour et ses nombreux accès à pied comme en véhicule ont fait de la gare un lieu propice au trafic de drogue. Même si les statistiques des délits et crimes violents ne montrent pas d'augmentation significative, il est certain qu'une partie de la population ne se sent pas en sécurité.

Les regards se sont beaucoup portés sur le trafic de drogue, la consommation et les risques liés. Le système met une telle pression sur les gens qu'il les rend malades. Beaucoup cherchent des échappatoires dans des substances addictives, légales ou illégales. La consommation de drogues est un problème social et médical. L'expérience montre que la seule répression n'en vient pas à bout. Nous sommes favorables à une légalisation contrôlée des drogues, qui n'est pas de compétence communale. C'est pourquoi, dans le cadre limité de ses compétences, la commune met en place un observatoire social de l'espace public incluant toutes les instances qui y interviennent, y compris les polices et l'économie locale, pour dresser un diagnostic complet et faire des propositions concrètes. Vevey a aussi renforcé dans son budget le soutien à la Fon-

dation AACTS, active dans la réduction des risques. Cet observatoire permettra aussi de mieux prendre en considération les personnes dont l'insécurité est la plus manifeste, celles qui n'ont pas de toit et aucune prise sur leur avenir. Ces personnes méritent d'être mises à l'abri de manière durable et accompagnées vers une insertion sociale et professionnelle. Toutes les usagères de l'espace public méritent notre attention. Le droit à l'insouciance et à se sentir bien dans l'espace public est un droit pour toutes.

### Nos propositions

- Renforcer le travail social, notamment hors murs; être à l'écoute, documenter, rassurer, orienter

- Coordonner les actions sécuritaires aux niveaux cantonal et régional

- Renouveler l'éclairage public, en priorité dans le secteur de la gare

- Créer une commission municipale (personnes élues, professionnelles et membres de la société civile) pour développer des solutions adaptées localement

# La bourse ou la ville?

**Les mesures que nous proposons dans notre programme ont un coût financier. Si certaines peuvent se déployer en fixant des priorités avec les ressources existantes, d'autres en nécessitent de nouvelles. On ne peut donc pas se limiter à un discours simpliste en la matière et il est nécessaire d'adopter une stratégie financière.**

**Cela ne signifie toutefois pas que l'argent devienne la seule variable d'ajustement des politiques publiques, ni un alignement sur les méthodes de rentabilité des entreprises capitalistes en se concentrant uniquement sur des indicateurs. Une commune n'est pas une entreprise, nous n'avons pas de clientes, mais des administrées; nous ne rendons pas des comptes à des actionnaires, mais à la population; enfin le service public ne se pilote pas en fonction de sa rentabilité, mais en lien avec les besoins.**

Notre marge de manœuvre financière est faible. La plupart de nos charges sont en effet liées à des tâches obligatoires, à des lois, à des conventions régionales et à des besoins fondamentaux. Les tableaux de bord et autres mesures d'efficience amèneront certes plus de transparence, mais ne permettront pas des miracles sur la maîtrise des charges. Notamment parce que nos services fonctionnent déjà de manière efficiente, que les gains encore possibles sont assez modestes, et que l'impact financier se limite finalement à une faible part du budget. Enfin, il convient d'être attentives aux reports de charges du canton sur les communes (par exemple des décisions de coupes dans les services publics) et nous mobiliser partout où c'est possible pour les combattre. Il faut donc mettre aussi notre énergie sur les recettes. Qui ne sont pas uniquement les impôts, mais surtout les investissements dits productifs, comme le

foncier. Ils produisent à la fois des prestations d'utilité publique que le marché libéral ignore faute de rentabilité suffisante, et aussi parfois un petit gain financier qui sur la durée permet de financer d'autres politiques publiques. Quand on parle d'investissements s'invite l'inquiétude de la dette. Or, c'est un faux problème lorsqu'il s'agit d'investissements productifs qui permettent largement de couvrir les intérêts de cette dette. Et l'objet de l'investissement est tout autant un actif tangible que de l'argent sur un compte en banque. Enfin, en termes de dettes, il n'y a pas uniquement celle financière, mais aussi les dettes écologique et sociale que nous ne pouvons pas ignorer et laisser en héritage.

### Nos propositions

- Intégrer une stratégie financière dans le programme de législature en adéquation avec les objectifs politiques et les besoins de la population

- Lutter contre les tentatives de reports de charges du canton sur les communes

- Mettre en place des outils financiers pour soutenir la mission des services de l'administration et améliorer la transparence envers le Conseil communal et la population

- Renforcer notre politique d'investissements dans le patrimoine financier de la commune pour se substituer lorsque c'est nécessaire au marché dit libre



# Entre plafond écologique

# et plancher social

## Le donut, c'est quoi ?

Le modèle du « donut », appelé ainsi par analogie à la forme du beignet, définit symboliquement trois zones : dans le trou à l'intérieur du donut, le minimum social n'est pas assuré. À l'extérieur du donut, les limites planétaires (voir l'encadré plus loin) sont mises en danger. La chair du donut symbolise un espace juste et sûr pour l'humanité, garantissant les besoins fondamentaux, la dignité et l'égalité. Le modèle du donut postule que tout ne peut pas croître indéfiniment. Il induit aussi des choix politiques clairs : prioriser les besoins essentiels, réduire les activités destructrices, relocaliser ce qui peut l'être, et renforcer les communs. Les neuf limites planétaires deviennent ainsi la boussole écologique de la commune, intégrées dans ses politiques, ses investissements, son aménagement du territoire, ses services publics et ses incitations.

**Le changement climatique et la montée des inégalités sociales nous forcent à repenser notre manière de faire et de nous organiser. Cela veut dire évaluer systématiquement les politiques publiques, les investissements et les projets en tenant compte du plafond écologique et du plancher social, décroisonner les services communaux grâce à une vision globale à laquelle chacune participe, rendre visibles les arbitrages et assumer collectivement les choix nécessaires.**

Cette façon de prendre les décisions ouvre la voie à un renforcement démocratique. Nous voulons créer les conditions pour que les habitantes puissent se rencontrer, s'organiser, partager des ressources et prendre soin collectivement de leur cadre de vie. Décider ensemble, dans le respect des limites planétaires, et construire une commune juste et solidaire. Nous voulons renforcer la solidarité et l'usage collectif contre la logique marchande en soutenant les initiatives d'entraide et d'échange non monétaires. Dans ce cadre, la dette ne peut plus être uniquement financière : la dette écologique et sociale laissée aux générations futures doit être pleinement intégrée dans les choix budgétaires. Investir aujourd'hui dans ces domaines n'est pas une charge, mais un investissement pour l'avenir, nécessaire pour éviter des coûts humains, écologiques et financiers bien plus élevés demain.

## Nos propositions

- Soutenir la mise en œuvre systématique de consultations citoyennes, avec une réelle influence, pour les grands enjeux de la ville
- Renforcer et élargir le budget participatif, en s'appuyant sur l'expérience de la bourse aux projets durables
- Créer une Maison des associations, mettre en réseau les associations veveysannes et renforcer leur reconnaissance ainsi que leurs moyens financiers et logistiques
- Soutenir les associations, les coopératives (habitat, alimentation, services), les initiatives locales de solidarité, les dispositifs de partage de ressources (bibliothèques d'objets, équipements mutualisés)
- Développer des lieux communautaires sur l'ensemble du territoire communal : maisons de quartier et autres lieux partagés (ateliers, jardins collectifs, espaces communautaires)
- Inclure les dettes sociale et écologique dans l'examen des grands projets communaux
- Informer la population au sujet de ces dettes lors de démarches participatives ou lors de décisions au sujet des grands projets de la commune

# Nos limites, nos futurs

Notre planète n'est habitable que grâce à un équilibre fragile, dépendant de neuf limites planétaires à ne pas dépasser, sous peine de dérèglements brutaux et irréversibles. Aujourd'hui, sept de ces neuf limites sont déjà franchies. Le combat écologique n'est donc pas un thème parmi d'autres, mais une nécessité vitale.

Agir à l'échelle communale est possible. Décroissance alternatives défend une écologie concrète, sociale et démocratique, qui transforme nos systèmes alimentaires, énergétiques et territoriaux. Il faudra du courage politique pour transformer des intentions en actes, et des outils existants en changements concrets, mais c'est à cette condition que la vie, la justice sociale et la démocratie pourront durablement s'épanouir.

## Énergie collective

**L'énergie est au cœur du dépassement des limites planétaires. Mais la seule technologie n'est pas la solution : remplacer des énergies fossiles par des renouvelables sans réduire les usages reviendrait à déplacer les problèmes, notamment en termes de ressources, de pollution et d'inégalités.**

L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre : c'est un bien commun essentiel, qui, dans le respect des limites planétaires, doit être attribué selon les besoins et non selon les moyens financiers. La transition énergétique exige donc d'examiner quels usages sont réellement nécessaires, pour quels besoins, et pour qui. Elle implique ensuite une production locale et renouvelable, qui réduit la dépendance aux énergies fossiles.

Les mesures prises durant la législature en cours (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments communaux, développement des énergies renouvelables et du chauffage à distance) ont déjà permis de réduire les consommations et d'enclencher une dynamique crédible et mesurable. Elles impliquent aussi les propriétaires privés et la population dans leurs modes de consommation. Les mesures prises en matière d'urbanisme diminuent aussi la consommation d'énergie sur le territoire communal par le développement des mobilités actives et des transports en commun.

Le défi est donc d'inscrire ces mesures dans la logique du donut : réduire notre empreinte énergétique pour rester sous le plafond écologique est nécessaire, mais il est tout aussi indispensable, par exemple, de maintenir des loyers abordables, condition essentielle du plancher social.

## Moins de goudron, plus de plumes

**L'effondrement de la biodiversité est l'une des crises écologiques les plus graves et les plus sous-estimées de notre époque. Elle concerne l'ensemble du vivant.**

Cette crise prend diverses formes : baisse de la diversité génétique, disparition de certaines espèces et diminution de leur nombre d'individus. Or les sociétés humaines ne sont pas au-dessus de la nature, mais en sont totalement dépendantes. Si la biodiversité et les écosystèmes s'effondrent, nos sociétés s'effondrent aussi. Préserver les systèmes naturels est une condition de notre survie collective.

Lors de la législature 2021-2026, des actions importantes en faveur de la nature et de la biodiversité ont été engagées en cessant de bétonner et de goudronner, en protégeant les sols, en plantant et préservant des arbres, en développant les zones de végétation et la présence de l'eau, en transformant la gestion des espaces publics et en laissant une place réelle au vivant dans la ville. Ces actions préservent aussi la santé publique dans un esprit de justice sociale, en limitant pour tout le monde les conséquences du changement climatique.

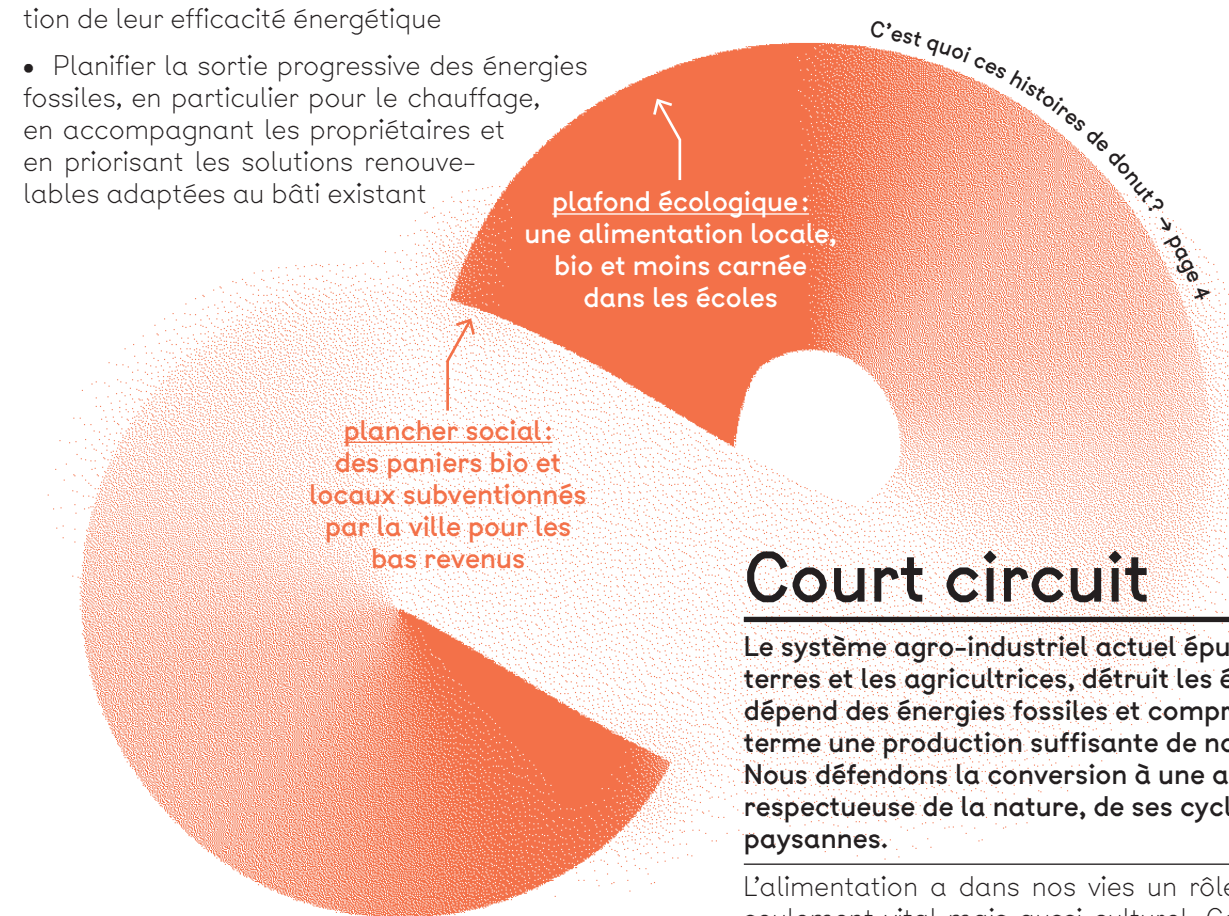
Pour ça, il est essentiel de poursuivre et renforcer cette dynamique : faire de l'environnement un élément

## 9 limites planétaires

Les limites planétaires sont les seuils à ne pas dépasser pour garantir durablement les conditions de la vie de l'espèce humaine sur terre selon le consensus scientifique. Les neuf processus retenus comme limites :

1. le bouleversement climatique ;
2. la perte de biodiversité ;
3. la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore ;
4. la perte de terres cultivables ;
5. l'acidification des océans ;
6. l'utilisation mondiale de l'eau ;
7. l'appauvrissement de la couche d'ozone ;
8. la pollution chimique de l'environnement ;
9. l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère.

Seules l'augmentation des aérosols dans l'atmosphère et l'appauvrissement de la couche d'ozone n'ont pas encore été dépassés. Lors de la législature 2021-2026, la ville de Vevey s'est dotée d'un plan climat communal construit sur des bases scientifiques solides. Il a permis de structurer des politiques publiques et d'enclencher des transformations réelles. On peut aujourd'hui faire un pas de plus en appliquant le modèle du donut (voir encadré) qui tient compte de l'ensemble des limites planétaires ainsi que des besoins sociaux, car Vevey participe à un programme pilote d'application à une commune.



## Court circuit

**Le système agro-industriel actuel épuise les terres et les agricultrices, détruit les écosystèmes, dépend des énergies fossiles et compromet à long terme une production suffisante de nourriture. Nous défendons la conversion à une agriculture respectueuse de la nature, de ses cycles, et des paysannes.**

L'alimentation a dans nos vies un rôle central, non seulement vital mais aussi culturel. Comme activité économique, elle a un impact immense sur les écosystèmes. À Vevey, elle dépend très largement de l'agro-industrie. Nous voulons soutenir à l'échelle communale les productrices locales, développer des circuits courts, transformer la restauration collective et faire de l'alimentation un bien commun. Lors de la législature 2021-2026, la ville de Vevey a posé des bases en ce sens, notamment à travers le plan climat communal. Nous voulons poursuivre et amplifier cette dynamique.

## Nos propositions

- Soutenir la paysannerie de la région en aidant les initiatives de promotion des circuits courts et les rencontres ville-campagne
- Promouvoir une alimentation végétarienne, locale et durable, en particulier dans les établissements dépendant de la commune
- Développer les potagers et vergers communautaires sur les espaces publics et privés, afin de relocaliser une partie de l'alimentation, renforcer le lien social et transmettre des savoirs
- Valoriser le terrain communal des anciennes colonies des Monts-de-Corsier pour des projets pilotes de cultures nourricières dans une logique agroécologique et collective.



# nos candidatures au conseil communal



**Gabriela Kämpf,**  
municipale, gestionnaire  
de projet spécialisée en  
nature et environnement



**Yvan Luccarini,**  
syndic,  
objecteur de croissance



**Elodie Lopez,**  
députée,  
conseillère communale,  
enseignante, chanteuse



**Léandre Séraïdaris,**  
citoyen décroissant,  
concepteur-rédacteur,  
photographe,  
contemplatif



**Joëlle Minacci,**  
travailleuse sociale,  
conseillère communale,  
députée, Conseil de  
fondation Les Eglantines



**Céline Hoyois,**  
engagée dans la culture  
et l'administration  
d'une école de musique



**Adrien Colin,**  
cafetier, conseiller  
communal, Commission  
des finances, comité local  
Asloca, vélorutionnaire



**Sabrina Berrocal,**  
responsable master  
HES-SO en travail social,  
cofondatrice Epicoop,  
conseillère communale



**Aurélien Ballif,**  
indépendant,  
conseiller communal



**Naomi Susan,**  
vendeuse et  
community manager  
pour des associations  
et petites entreprises



**Laurent Lavanchy,**  
théologien, cycliste,  
retraité actif, conseiller  
communal, Commission  
des finances



**Sarah Koller,**  
chercheuse art-  
sciences, praticienne en  
écopsychologie, musique  
et écriture



**Alexandre Vallotton,**  
géologue et  
père de deux filles,  
conseiller communal



**Manon Chollet,**  
féministe,  
ancienne infirmière,  
sociologue



**Olivier Devillers,**  
directeur de création



**Elodie Sierro,**  
politologue,  
ONG enfance et jeunesse,  
membre Epicoop



**Alain Gonthier,**  
géographe, conseiller  
communal, Commissions  
finances et aménagement  
du territoire



**Marc Bertholet,**  
enseignant de géographie,  
conseiller communal,  
syndicat SSP,  
membre Asloca



**Nima Aminian,**  
enseignant  
mathématiques et  
sciences, ingénieur epf  
mathématiques



**Frédéric Vallotton,**  
tavernier,  
conseiller communal



**Sandra Jamet,**  
serveuse,  
programmatrice  
musicale



**Elliott Messeiller,**  
tavernier, enseignant en  
formation,  
conseiller communal,  
Commission de gestion



**Amélie Guignard,**  
marcheuse, lectrice,  
rêveuse déterminée,  
femme trans,  
idéaliste impatiente



**Yohan Nieto,**  
artiste photographe  
indépendant



**Margaux Colliard,**  
étudiante et travailleuse  
en travail social,  
céramiste de formation



**Luc Morier-Genoud,**  
laborantin en physique,  
conseiller communal



**Johann Paratte,**  
entrepreneur,  
ingénieur en systèmes  
de communication



**Pierre Chiffelle,**  
avocat,  
conseiller communal,  
Commission des finances



**Colin Pahlisch,**  
enseignant  
et chercheur à l'unil,  
conseiller communal



**Lucien Hürlimann,**  
avocat, coprogrammateur  
du festival Friscènes,  
comité du festival  
Prémices



**Cyril Gros,**  
responsable de projet  
durabilité et climat,  
conseiller communal,  
Commission de gestion



**Carole Meyer,**  
encadreuse,  
conseillère communale



**Emilien Colin,**  
musicien, créateur,  
bricoleur,  
administrateur culturel,  
consultant en ambiance



**Lili Dos Santos,**  
secrétaire sociale,  
naturopathe, bénévole  
basket, engagée  
pour la diversité



**Baptiste Novet,**  
psychologue,  
activiste antispéciste,  
en exploration lente



**Ludovic Rochat,**  
musicien,  
poète,  
administrateur culturel,  
gérant de bar



**Thomas Carmona,**  
administrateur  
de résidences étudiantes,  
engagé dans l'associatif



**Hervé Queyranne,**  
papa, cycliste,  
engagé pour une  
transition durable et juste,  
conseiller communal

le 8 mars, votez la liste 5

**da.** ENSEMBLE  
A GAUCHE  
décroissance alternatives



# On n’a qu’une vi(ll)e

**Les politiques d’urbanisme, de mobilité, d’aménagement et de gestion des espaces publics ne sont pas de simples questions techniques: elles déterminent comment et où on vit, se déplace et se rencontre dans notre commune. Ces choix sont au cœur des questions sociales et environnementales.** Ce sont des domaines où la commune a des compétences concrètes, avec des effets sensibles et visibles pour la population. Pendant trop longtemps elle avait laissé faire, sans vision d’ensemble et sans cadre réglementaire cohérent. Un changement s’est amorcé dès 2019 puis s’est renforcé avec l’arrivée de la nouvelle Municipalité en 2021. Il faut persévérer, afin de construire une ville solidaire, inclusive, démocratique et respectueuse du climat.

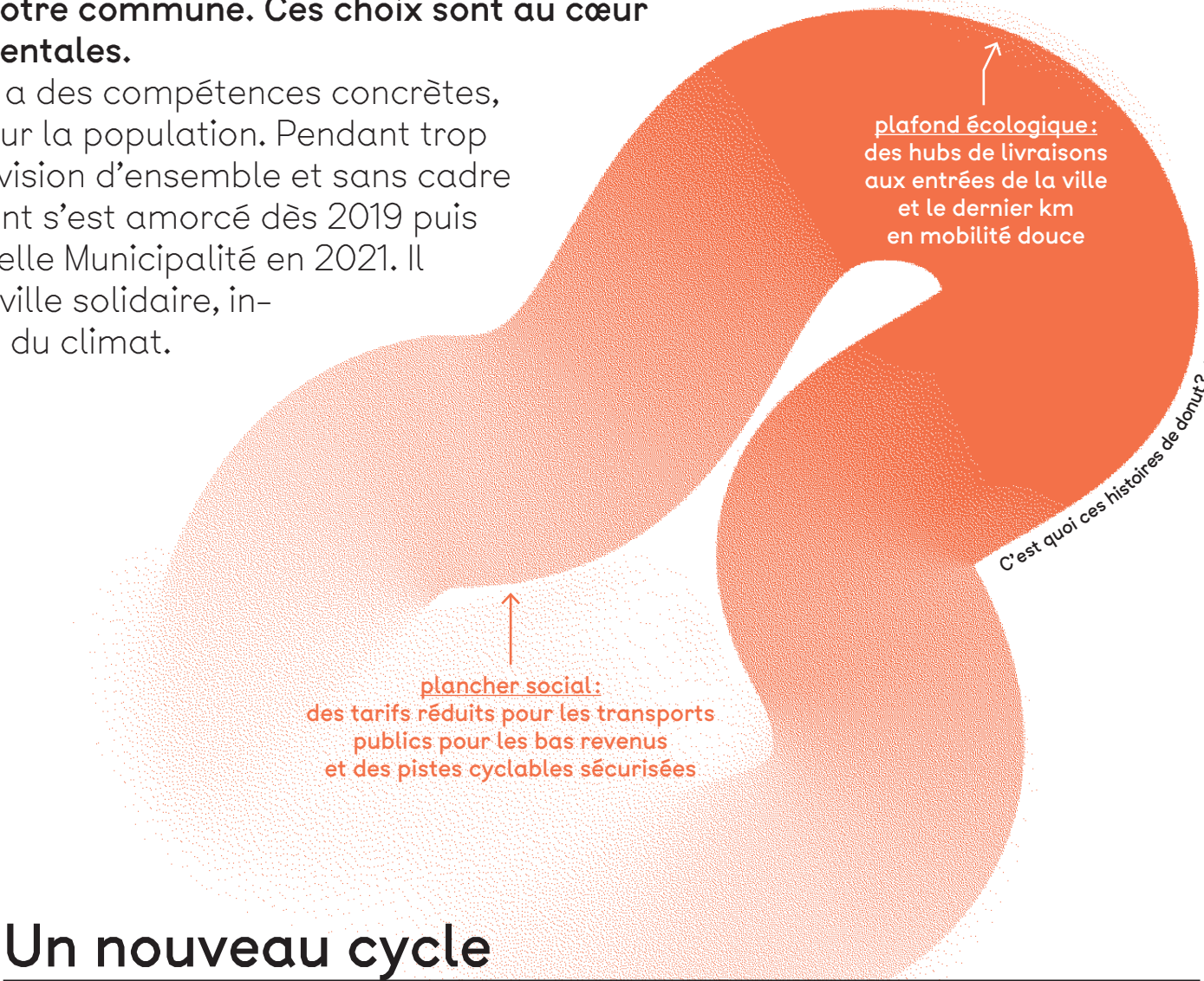
## Plates-bandes organisées

Cette législation 2021-2026 a vu l’approbation et l’entrée en vigueur du plan directeur communal. Il s’agit maintenant de la traduire dans des plans d’affectation et dans des réalisations concrètes. Nous veillerons à ce que la densification reste raisonnable et que des infrastructures suffisantes soient prévues (écoles, accueil de la petite enfance, espaces verts, etc.).

Le plan directeur communal définit la stratégie générale d’aménagement du territoire pour les prochaines années. Son application passe par l’établissement de plusieurs plans d’affectation. Ce travail se poursuivra donc durant la prochaine législature. Dans ce processus, nous voulons que les services à la population rendent agréable l’inévitable densification et que les aménagements futurs favorisent la convivialité dans l’espace public. Cela passe par l’agrandissement des espaces de contemplation et de détente existants, la création de nouveaux espaces verts, le réaménagement des places, ainsi que l’extension des « zones de rencontre » – avec priorité piétonne – comme cela est prévu pour les rues du Simplan et d’Italie. Pour lutter contre les îlots de chaleur, améliorer la qualité de vie et adapter la ville aux conséquences du réchauffement climatique, nous voulons ombrager davantage rues et places, principalement en plantant des arbres et, partout où cela est possible, désimper-méabiliser et végétaliser les sols. Un espace public plus accueillant pour toutes nécessite également un mobilier urbain adapté: amovible et modulable pour encourager la diversité des usages, les rencontres, la convivialité et la vie de quartier; mais aussi fixe avec des bancs à intervalles réguliers pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite. L’éclairage public est aussi un élément important: le « plan lumières » est une promesse non encore tenue du programme de législature municipal. Il est urgent de le repenser pour ajuster l’intensité et la présence de lumière aux besoins réels. Cela permettra de réduire la consommation d’énergie, d’améliorer la sécurité et de diminuer la pollution lumineuse, préservant ainsi la biodiversité. Après un réaménagement plus inclusif du parc Doret, d’autres accès au lac doivent également être améliorés et multipliés, y compris pour les personnes à mobilité réduite.

### Nos propositions

- Veiller à une densification raisonnable et garantir les infrastructures nécessaires
- Étendre les zones à priorité piétonne
- Augmenter fortement l’arborisation des rues et des places
- Réduire les surfaces de goudron
- Installer des bancs à intervalles rapprochés, pour faciliter les déplacements des aînés
- Rénover l’éclairage public, pour plus de sécurité, moins de consommation et moins de pollution lumineuse
- Rendre le lac plus accessible, y compris pour les personnes en situation de handicap



## Un nouveau cycle

**Le plan directeur communal donne déjà la priorité aux modes de déplacement les plus sobres, les moins bruyants et les moins dangereux pour les autres. Ce principe doit encore être traduit dans la réalité. Comme l'espace public n'est pas extensible, cela veut dire réduire la place occupée par les automobiles, mobiles ou immobiles.**

Pour cela nous voulons établir des cheminements piétonniers et cyclables continus, sûrs et accessibles. Nous voulons aussi faciliter l'accès aux transports publics, notamment en baissant leurs prix. L'extension des zones 30 améliorera la sécurité des personnes les plus vulnérables dans l'espace public: enfants, personnes à mobilité réduite, piétonnes et cyclistes. Vevey est l'une des villes les moins motorisées du canton, et l'une des plus généreuses en possibilités de stationnement: 18'000 places de parc, pour 7'300 véhicules immatriculés sur la commune (363 automobiles pour 1000 hab.). Vevey est donc très accueillante pour ses visites motorisées. Il n'y a donc aucune raison de céder aux constantes récriminations, politiquement intéressées, sur ce sujet. Arrêtons d'en faire des caisses! Il va de soi que l'apaisement du trafic et la sécurité de toutes exigent que les règles existantes, en particulier les limitations de vitesse et les interdictions de circuler, soient respectées. Il faut également agir contre les nuisances sonores liées à la circulation, entre autres par l'acquisition et l'installation de radars à bruit.

## La longue marche de l’urbanisme veveysan

**Les discussions et conflits concernant l’urbanisme ont une longue histoire à Vevey, dans laquelle de ses prédécesseurs ont joué un rôle déterminant. L’avenir de la Place du Marché anime des discussions de bistrot et séances du Conseil communal depuis des décennies. Son réaménagement a enfin commencé à la fin 2025, alors qu’il est issu d’un concours en 2016, a survécu à une initiative pour un parking souterrain en 2019 et a été approuvé en 2021 par le Conseil communal. Il donnera naissance à une place largement piétonne (avec le maintien de 150 places de parc) et bien plus arborisée.**

**La préservation de sites et de bâtiments a notamment connu ce qui fut qualifié de « plus beau squat d’Europe »: la lutte, malheureusement perdue (1998-2003), contre la démolition des maisons du quai Maria Belgia. Se sont succédés les refus populaires de l’empiètement sur le jardin du Rivage en 2013, de la démolition de quatre maisons à l’entrée Ouest de Vevey en 2015, et celui d’un projet surdimensionné à la Cour aux Marchandises en 2017. La réorientation de l’urbanisme veveysan, commencée en 2019, est l’héritière directe de cette histoire.**

## Affiche-moi la paix

**Pour rompre avec la logique consumériste et libérer l’espace public de la pression marchande, nous voulons supprimer la publicité à caractère commercial visible depuis l’espace public.**

De tels règlements ont démontré leur efficacité dans plusieurs communes, tant pour la qualité du cadre de vie que pour la promotion des activités locales, culturelles, associatives et sportives. Pour autant, nos rues et places ne seront pas désolées. Bien au contraire, le retrait de la publicité commerciale permettra de faire de notre ville une galerie en plein air, à l’exemple des récentes affiches de l’exposition « Impressions du Japon » du Musée Jenisch. Dans la même logique, et afin de réduire le gaspillage énergétique, les vitrines commerciales doivent être éteintes après la fermeture de fin de journée. Cette mesure simple permet de diminuer la consommation d’électricité tout en contribuant à l’apaisement visuel et lumineux de la ville.

### Nos propositions

- Supprimer la publicité commerciale dans l’espace public
- À la place, promouvoir les activités locales et exposer des œuvres de nos musées
- Éteindre les vitrines des commerces après la fermeture de fin de journée

# Cultures partout, culture par toutes

**Une société sans vie culturelle est une société qui se meurt. Nous l’avons vu durant la pandémie de Covid-19: la culture est une activité essentielle. Elle rassemble, éduque, questionne, émeut, bouscule, fait réfléchir, rire ou pleurer, nous confronte à l’inconnu et nous fait grandir. À Vevey et dans la Riviera, nous avons beaucoup de chance: la vie culturelle y est riche et multiple.**

Il n’y a pas un week-end sans occasion de sortir: concerts, expositions, animations... Cela pour le bonheur de toutes, contribuant à faire de cette ville un endroit où il fait bon vivre. Décroissance alternatives met un point d’honneur à maintenir le label Ville d’images comme synonyme de bouillon de cultures.

ais la situation est fragile. La pandémie a mis en évidence la précarité des artistes et des actrices culturelles. L’immense majorité des artistes est très mal rémunérée et manque de locaux où créer et approfondir ses recherches. Quant aux structures culturelles, elles manquent souvent de moyens et de ressources. Pour qu’un groupe se produise sur scène, qu’une pièce de théâtre ait lieu ou qu’une exposition soit montée, une ribambelle de personnes est investie dans l’ombre et en amont de l’événement (technique, programmation, administration, production, etc.). L’industrie culturelle, qui génère d’immenses profits, produit des biens de consommation individualisés, vendables et marchandisables. Contre ces logiques de marché, nous voulons rendre honneur au travail de création long et invisible et à la diversité des identités et des histoires qui nous constituent. Nous considérons la culture comme un moyen d’émancipation, créateur de liens, dans lequel imaginer un avenir désirable. Nous

## Penser global, acheter local

**Le commerce local est plus que de l’économie, il contribue à la cohésion sociale et à l’image de la ville; il facilite les circuits courts entre productrices et consommatrices. Il est pourtant en grande souffrance. Nous voulons le préserver et le développer, au-delà des analyses et solutions simplistes.**

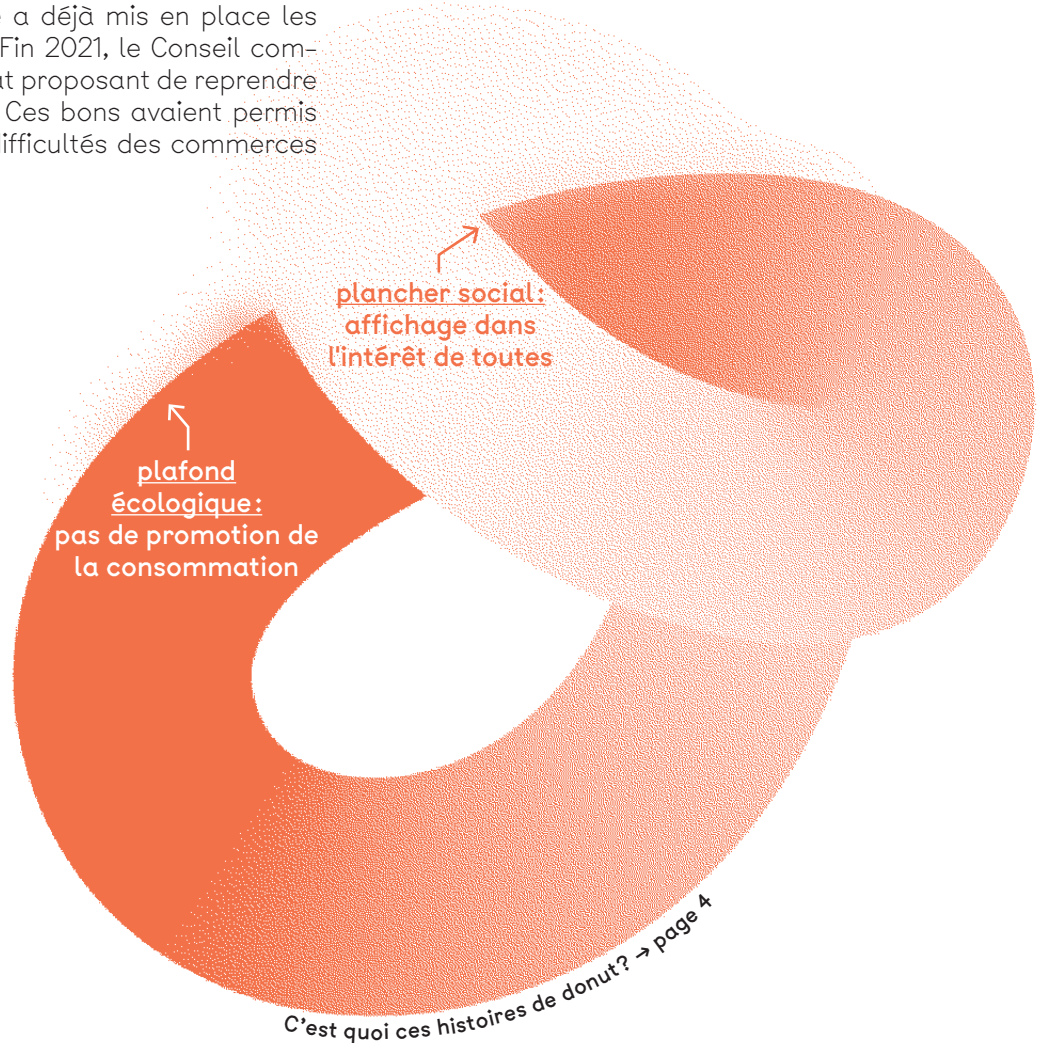
Ces difficultés ont de multiples causes. La perte de pouvoir d’achat et l’accélération du quotidien comme le manque de temps (cumul des emplois et/ou des tâches familiales) rendent pratiques les achats en ligne et en grande surface. De plus, les commerces locaux ne se battent pas à armes égales, ni sur le plan fiscal, ni sur le plan social ou environnemental. Ils sont aujourd’hui écrasés par la concurrence des grandes surfaces et plateformes d’e-commerce qui bénéficient d’avantages structurels. Enfin, un facteur dont on parle trop peu est le niveau des loyers, souvent insupportable pour les petits commerces. Même si une commune ne peut pas inverser cette tendance de fond, elle peut par contre rendre la ville plus attractive, par la qualité de l’accueil dans ses espaces publics et par sa culture vivante. Nous voulons poursuivre cette politique en donnant la priorité à celles qui font vivre la ville toute l’année.

La commune peut également prendre des mesures spécifiques de soutien. Elle a déjà mis en place les livraisons gratuites à vélo. Fin 2021, le Conseil communal a accepté un postulat proposant de reprendre l’idée des bons BienVenue. Ces bons avaient permis de compenser un peu les difficultés des commerces

locaux dues au COVID. Ce postulat est toujours à l’étude auprès du service de l’économie, mais ni lui, ni la Société Industrielle et commerciale, ne donnent le sentiment d’en faire une priorité.

### Nos propositions

- Utiliser les bâtiments communaux pour proposer des espaces commerciaux à loyer raisonnable
- Soutenir concrètement les commerces de proximité par un système de bons ou de carte locale
- Développer et renforcer les services de livraison à vélo pour les achats faits dans les commerces locaux
- Combiner aménagement des espaces publics, calendrier des manifestations, accueil touristique et identité de ville douce et culturelle



## Etats généraux de la culture, toujours d’actualité

**En 2017, le service culturel de Vevey a organisé des états généraux de la culture, en mobilisant sur une période de neuf mois une centaine de représentantes des milieux culturels, touristiques, socioculturels, économiques, éducatifs et politiques, qui ont partagé leurs expériences et confronté leurs idées. Sur la base d’un compte rendu de cette longue démarche, le document « Politique culturelle de la Ville de Vevey – Stratégie 2019-2026 » a été validé par la Municipalité en 2019. Ce document devait guider la politique culturelle communale au travers de six orientations stratégiques et vingt-cinq mesures concrètes.**



Lors de la législature 2021-2026, la ligne de la politique culturelle veveysanne n'a pas toujours été claire. Pour de nombreuses actrices culturelles, ce fut une législature difficile, les plaçant dans une situation inédite de compétition. Une situation dommageable pour les valeurs de partage et de solidarité caractéristiques du milieu.

Aujourd'hui, il est nécessaire de tirer un bilan de la stratégie 2019-2026 et de développer une nouvelle politique culturelle claire, en reprenant si besoin des aspects oubliés des états généraux de 2017. Cette stratégie communale doit répondre aux besoins de la population, des actrices concernées et à une vision de la culture multiple et accessible. Le rôle de la commune doit être clairement défini: connaître et aider son tissu culturel, être un levier, connecter, rassembler, faciliter et mettre en valeur, sans se substituer aux créatrices en place. La culture n'a pas de sens si elle n'inclut pas l'ensemble des membres de la société. C'est pourquoi il est fondamental de la rendre accessible à chacune quels que soient son revenu, son identité, son origine, sa langue, sa classe sociale. Il s'agit aussi d'encourager l'appropriation par toutes, et de laisser des espaces d'expression libres et ouverts.

### Nos propositions

- Reconnaître le rôle central de la culture dans l'identité veveysanne et soutenir son dynamisme et sa diversité
- Veiller à l'équilibre des aides entre petites et grandes structures, entre l'offre culturelle et la création artistique, entre les différentes disciplines (musiques actuelles, arts vivants, arts visuels, littérature, etc.)
- Instaurer des tarifs accessibles (gratuits ou réduits) pour les bas revenus, par exemple en étendant la carte Sésame à ces personnes
- Soutenir des projets qui se déroulent hors des institutions (espaces publics, théâtres de verdure)
- Renforcer l'action culturelle dans les quartiers à travers des projets impliquant la population
- Développer l'action culturelle en collaboration avec les écoles, les établissements psychosociaux et les EMS
- Assurer un dialogue entre culture, tourisme, économie et travail social
- Soutenir et développer la création artistique (amélioration de la rémunération des artistes, aides aux résidences et à la recherche artistique) et les projets ou espaces favorisant la relève
- Orienter et soutenir les actrices culturelles dans leurs démarches administratives et financières
- Favoriser les créations locales, à taille humaine, et compatibles avec le respect des limites planétaires
- Envisager la création d'une commission culturelle
- Créer plus d'art dans l'espace public, en priorité un monument aux sorcières, symbole contre l'oppression des femmes

### Et le sport, ça joue?

Le sport a des effets positifs sur la santé physique et mentale. Il permet des rencontres et des partages au-delà des cliques sociaux et générationnels. Nous soutenons la politique de la commune de Vevey qui encourage la pratique de l'activité physique. Elle met à disposition des salles, entretient des terrains, informe et subventionne. Elle a mis en place des programmes grand public, comme Sport pour toutes, Sport scolaire facultatif, Open Sport, Urban Training ou Gym poussette, et soutient de nombreuses associations sportives. Conscientes des problèmes de locaux sportifs et des pressions sur les infrastructures existantes, nous prôtons un soutien au sport et une réponse aux besoins qui inclut une réflexion sur le respect des limites planétaires et la consommation énergétique. Nous défendons avant tout un sport vecteur de lien social, d'inclusion et de santé. Le sport d'élite et ses règles prônent l'esprit de compétition capitaliste. Ils suivent la même logique de concurrence entre individus, entreprises et nations. Cette conception du sport est contradictoire avec le monde que nous voulons. Nous souhaitons fournir des espaces et favoriser des initiatives qui rendent la pratique du sport plus collaborative, accessible à toutes, qui favorise le bien-être, la santé et le lien social.

# Bilan et perspectives municipales

plancher social: des prix réduits pour une culture accessible avec des bas revenus

plafond écologique: des événements à taille humaine, fin du gigantisme

C'est quoi ces histoires de donut? > page 4

En 2021, la population nous a accordé deux sièges à la Municipalité et vingt-trois au Conseil communal. Une situation inédite pour notre groupe de gauche radicale prônant la décroissance.

Cinq ans à l'exécutif nous ont permis d'apprendre où étaient les leviers et de constater certaines limites, tant en termes de processus que de compétences, qui se situent le plus souvent aux échelons cantonal et fédéral.

Face à l'urgence sociale et écologique, nos institutions ne permettent pas un changement radical et rapide. À ce titre, notre présence à la Municipalité est un véritable terrain d'expérimentation. Malgré ces barrières, l'action communale, que nous avons voulue de proximité et participative, a permis de concrétiser des pratiques fidèles à nos valeurs: livraisons à vélo gratuites, bourse aux projets durables, bulletin d'information communal, réparations de vélos et d'électroménager à prix doux, affichage culturel et informatif accru, 30 km/h de nuit, végétalisation des rues, aménagements pour la mobilité douce, politique du logement, plan climat (dont 50 % des mesures sont réalisées ou en cours de réalisation), planification d'une stratégie globale de durabilité.

En complément des actions directes et militantes du mouvement, nous avons une place à prendre dans l'institution: le Conseil communal mais aussi l'exécutif permettent d'assumer notre position et de porter la voix du terrain. Nous sommes déterminées à renouveler notre engagement avec l'ambition de nous renforcer en présentant quatre candidates. Nous voulons maintenir le cap de la radicalité. Regards croisés de nos municipales sur leur expérience de cette législature Gabriela: Attachée à la clarté de la mission, j'ai élaboré puis formalisé une vision et des objectifs pour mon champ d'action en tant que membre du collège municipal et responsable politique de services administratifs. Le service de la cohésion sociale sortait

d'une longue période de « flou de positionnement ». Les thématiques étaient bien présentes: logement social, intégration, précarité, etc., mais il manquait une structure ainsi qu'une feuille de route. Je suis satisfaite de l'organisation actuelle. Avec à peu près les mêmes moyens, davantage d'interventions et de thématiques sont couvertes. Je souhaite encore plus de liens entre la population et les institutions pour entourer les personnes comme elles le méritent, si elles le souhaitent. En particulier les femmes, qui subissent trop souvent une double peine dans des situations difficiles (maman solo, aînée précaire, sans-abri, sans-emploi, allophone, etc.) Les espaces publics sont ce que nous partageons dans une ville. La manière dont nous les aménageons a donc le pouvoir de nous rassembler ou de nous diviser. C'est un véritable défi et la collaboration entre social, planification urbanistique et entretien des espaces publics est au cœur de mon action, notamment avec l'observatoire social de l'espace public ou encore la coordination des manifestations. Pour moi, la durabilité est le chapeau de toutes les politiques et le modèle du donut déjà bien développé dans ce programme procure un véritable outil de pilotage pour le service public, car qu'est-ce d'autre que donner des chances égales et préserver l'environnement vital de sa population? Yvan: Je suis convaincu que si la population nous a accordé sa confiance pour notre participation à l'exécutif dès 2020, c'est en lien avec nos combats

durant de nombreuses années en matière d'aménagement du territoire (espace public, mobilité, droits à bâtir). En effet, ce sont notamment ces domaines qui permettent à terme de mieux répondre aux besoins de la population en termes de service public et d'attractivité de notre ville. Les services concernés ont été renforcés dès le début de la législature et ces planifications ont pu aboutir ou sont en bonne voie d'adoption. À cela s'ajoute un plan climat plutôt radical, une planification énergétique, une politique de l'habitat et du logement, et plusieurs investissements d'importance au niveau foncier qui vont nous permettre de maintenir ou de développer des projets d'utilité publique. Un accent a également été mis sur l'entretien de notre patrimoine, qui avait été quelque peu délaissé durant les législatures passées. Pour la prochaine législature, je souhaite porter plusieurs priorités. Premièrement, améliorer la collaboration des services sur des projets transversaux pour sortir d'une logique de travail en silo. Ensuite, répondre aux défis de recrutement durant les années à venir et aux besoins en termes de compétences internes. Enfin, un passage à plus d'actions concrètes en lien avec nos politiques publiques maintenant en place, en prenant en compte toutes les limites, qu'elles soient écologiques ou sociales. Car, contrairement à une croyance populaire, nous ne sommes pas toutes sur le même bateau et il y faut aussi une priorisation des besoins pour les plus précaires.

# Candidatures municipales

De gauche à droite: Gabriela Kämpf, Léandre Séraïdaris, Elodie Lopez et Yvan Luccarini crédits photo: Yohan Nieto



Gabriela Kämpf a grandi dans le monde agricole à la Vallée de Joux, qui lui a donné le sens du concret. Puis, sa curiosité l'a menée à la découverte du monde et c'est finalement à Vevey que son instinct l'a conduite à s'installer. Depuis 2018, elle s'engage auprès de décroissance alternatives, partageant des valeurs profondes, anticapitalistes. Ces cinq années à la Municipalité ont été pour elle enrichissantes humainement et politiquement (logement, diversités, bulletin communal, plan climat, bourse aux projets, etc.). Les actions de proximité peuvent faire une réelle différence, et elle croit au pouvoir des communautés locales dans notre monde globalisé. Active dans la gestion, Gabriela a expérimenté l'industrie, le tourisme durable, la formation d'adultes, le management environnemental, et un grand projet urbanistique à Lausanne. Elle a une vision claire des enjeux sociaux, écologiques et de la transversalité. Être élue à l'exécutif demande une forte implication tout en devant rester connectée à la réalité, ce que lui offrent sa famille et ses amitiés par un soutien et un ancrage au quotidien. Issue d'un milieu modeste et amoureuse de la vie, elle défend la protection du vivant et l'égalité.

Née à Vevey en 1993 d'une mère franco-suisse et d'un père espagnol, Elodie Lopez hérite d'une histoire ouvrière marquée par l'exil, la dictature franquiste et l'occupation allemande. Elle est imprégnée d'un amour profond pour le lac et pour notre ville, qui a toujours été sa maison. Elle a grandi au son des cloches de Saint-Martin, que sonnait son arrière-grand-père. Gymnaste, puis monitrice de gym et de colo, remplaçante dans les écoles, elle s'engage tôt auprès des jeunes. Plusieurs fois, elle tente de partir de Vevey: Lausanne pour l'Uni, la Bolivie pour apprendre l'espagnol, Berne pour un emploi dans l'administration fédérale. Mais chaque fois elle revient à Vevey, où elle trouve du travail, des lieux de création et d'engagement, notamment culturels. Conseillère communale dès 2016, puis députée en 2021, elle affine son sens politique et ses connaissances institutionnelles. Elle s'engage pour la sobriété énergétique, la prévention des toxicodépendances et du racisme, la place des femmes en politique et la limitation de la publicité dans l'espace public. Elle préside la commission des pétitions du canton et siège au comité du Centre vaudois d'aide à la jeunesse. Elle cultive ce qui rend la vie riche: l'écriture, en co-fondant la Clamerie, scène littéraire participative, et le chant polyphonique, au sein du quintette vocal Taddâm. Actuellement en formation pour enseigner le français au secondaire II, elle souhaite entrer à la Municipalité pour contribuer à une gestion de la ville qui cultive sa vitalité culturelle et associative, et en fasse un exemple de ville durable.

Yvan Luccarini est né à Genève. Après des études en informatique, il s'est passionné pour la pratique du billard et s'est lancé comme indépendant en exploitant une salle de billard pendant six ans. C'est en juillet 2001 qu'il emménage à Vevey. Se sont ensuivis dix ans d'activité dans le domaine de l'impression au sein d'un atelier partagé à Vevey. En 2009, il découvre le mouvement pour la décroissance. Deux ans plus tard, il se lance seul dans les élections à la Municipalité de Vevey, ce qui lui permet de tisser des liens avec le mouvement Alternatives. Décidé à poursuivre son engagement politique tout en travaillant dans une épicerie, il s'engage également dans plusieurs associations locales et participe à la création du journal romand d'écologie politique Moins! Élu au Conseil communal en 2016, au Grand Conseil en 2017, à la Municipalité en août 2020 et réélu l'année suivante dans la fonction de syndic, il est actuellement en charge du secrétariat municipal, des relations humaines, des finances, des systèmes d'information, des affaires intercommunales et du musée Jenisch. Il est également président de la fondation Vevey Ville d'images et membre du comité exécutif de l'UCV pour y défendre les intérêts des communes vaudoises en tant que représentant de notre district.

Installé à Vevey depuis 1992, Léandre Séraïdaris a acquis au fil du temps des expériences éclectiques et instructives en explorant avec plus ou moins de bonheur divers domaines d'activité, dont: apprentissage de commerce, diplômes en art dramatique et en communication, court stage en entreprise de production audiovisuelle ou l'exercice de la photo. Localement, il a activement collaboré durant cinq ans au renouveau du journal de son quartier en tant que créateur de la nouvelle maquette et du nouveau logo, correcteur de textes, metteur en page, co-rédacteur et photographe, jusqu'à fin 2023. Il a été le co-organisateur de la fête de la Place Robin de 2024 et s'est aussi impliqué dans plusieurs démarches participatives liées à son quartier, par exemple en devenant le répondeur envers la ville pour les potagers urbains de la rue du Nord, ou membre délégué du Conseil citoyen au collège d'experts pour le réaménagement de la Place Robin. Il milite avec da. depuis quelques années et souhaite aujourd'hui faire évoluer son engagement en se mettant au service de la commune. Il ne fréquente pas les réseaux sociaux et résiste encore à l'usage du smartphone.



# Une gauche de gauche au Conseil d'État

En même temps que les élections communales, les personnes qui ont le droit de vote cantonal choisiront qui remplacera Rebecca Ruiz, démissionnaire du Conseil d'État en novembre 2025. Il y a trois candidatures: un UDC qui renforcerait la majorité de droite et ses attaques antisociales, un socialiste qui poursuivrait la même opposition molle qui a laissé ces attaques se produire sans réagir, et Agathe Raboud Sidorenko, candidate d'Ensemble à Gauche pour une gauche de gauche au Conseil d'État.

À l'échelle cantonale, les rapports de force politiques sont bien différents de ceux que nous connaissons à Vevey. La droite est majoritaire au Grand Conseil et au Conseil d'État. Depuis plusieurs années, sa politique est axée sur des propositions de baisses des impôts, qui bénéficient essentiellement aux plus riches et aux multinationales.

Résultat: cette majorité a vidé les caisses de l'État. Moins de recettes fiscales signifie moins d'argent pour financer le service public. Aujourd'hui, c'est la population qui paie le prix des cadeaux faits aux plus aisées. Car ils ont eu pour conséquence des coupes importantes dans les prestations publiques comme la santé, la prise en charge des personnes âgées ou l'accueil de jour des enfants.

Ce sont les femmes qui paient le plus cher ces conséquences, car elles sont les plus représentées dans les secteurs touchés. Ceci alors que l'égalité salariale se fait toujours attendre et qu'à la retraite, les rentes des femmes sont très basses.

**EàG?** *Décroissance alternatives fait partie de la coalition Ensemble à Gauche, qui réunit plusieurs mouvements dans le canton, parmi lesquels Solidarité & Écologie (Yverdon) et SolidaritéS (Lausanne). Ensemble à Gauche forme un groupe parlementaire au Grand Conseil vaudois avec le POP (parti ouvrier populaire). L'ampleur qu'a prise la coalition ces dernières années nous a permis aujourd'hui de déposer plusieurs listes Ensemble à Gauche dans des communes vaudoises pour ces élections communales 2026, là où aucun mouvement similaire n'existait encore.*

## Voter, mode d'emploi

### Au Conseil communal

C'est une élection au système proportionnel: le nombre de voix qu'un parti obtient, par rapport au total des voix exprimées, détermine le nombre de sièges qu'il aura au Conseil communal.

Le Conseil compte 100 membres. En choisissant dans l'enveloppe que vous recevez une des listes portant le nom d'un parti, vous donnez 100 voix à ce parti. Le nombre de noms imprimés sur la liste n'y change rien. Biffer ou doubler une personne – deux actions autorisées – ne sert qu'à décider qui passe devant qui à l'intérieur de la liste choisie.

Si un parti obtient par exemple 10 sièges, alors les 10 personnes qui auront obtenu le plus de voix dans ce parti seront élues.

Si vous ajoutez le nom d'une personne d'un autre parti sur une liste, le premier parti ne recevra plus que 99 voix, et le parti de la personne ajoutée une. C'est pourquoi nous vous proposons de ne pas le faire, pour que votre parti préféré ait le maximum de sièges au décompte final.

Nous vous recommandons enfin de privilégier nos candidates femmes\* en recopiant à la main leur nom une fois – et une fois seulement, plus n'est pas permis. C'est ce qu'on appelle cumuler une candidature. Nous n'avons imprimé qu'une seule fois le nom des personnes candidates sur notre liste, ce qui vous permet de le faire à votre guise.

- Aux côtés des milliers de salariées qui ont fait grève et manifesté leur mécontentement lors du mouvement social historique à la fin 2025, nous refusons la politique délétère et injuste menée actuellement. Pour porter ce refus de la politique des caisses vides et de l'austérité qui en découle, Ensemble à Gauche présente la candidature d'Agathe Raboud Sidorenko à l'élection complémentaire au Conseil d'État. Elle est conseillère communale à Lausanne, comédienne, médiatrice culturelle et mère de deux enfants en bas âge. Avec Ensemble à Gauche, elle réclame dix mesures urgentes:
- L'annulation des coupes budgétaires prévues par le Conseil d'État
  - La fin de la politique des caisses vides, avec l'objectif de faire rentrer 500 millions de recettes supplémentaires par an pour le canton par une augmentation de l'impôt sur le bénéfice des multinationales, la suppression de l'abattement sur les dividendes des grands actionnaires, une réévaluation de la valeur fiscale des immeubles et un renforcement de l'inspection fiscale
  - La revalorisation des secteurs du social parapublic et de la santé, ainsi que l'amélioration des conditions de travail pour lutter contre la pénurie de personnel et la sous-dotation de ces secteurs
  - Le renforcement des moyens pour l'école inclusive et la revalorisation salariale des assistantes à l'intégration scolaire
  - Le renforcement de l'accueil en crèche et la revalorisation salariale des accueillantes en milieu familial
  - Un salaire minimum cantonal à 4'500 CHF par mois
  - Un abonnement aux transports publics régionaux à 100 CHF par année

### À la Municipalité

La Municipalité, qui compte sept membres, est élue en deux tours au système majoritaire (pas de liste, seul le nombre de voix reçues compte). Parfois, des personnes sont élues au premier tour en obtenant plus de 50 % des voix. Mais la plupart du temps, les sept membres sont élues au second tour, après que certaines candidatures ont été retirées et des alliances conclues.

**Attention, nouveauté:** la feuille de vote se présente depuis cette année sous forme d'une liste avec toutes les candidatures, groupées par parti, et vous ne pouvez que cocher une croix à côté de chaque nom de votre choix. Le cumul n'est pas possible.

Au premier tour, nous vous proposons de ne cocher que les candidates de votre parti préféré. La tentation de cocher sept cases est grande, mais il faut savoir que chaque voix donnée ailleurs offrira des avantages à d'autres partis que votre favori. Au second tour, en fonction des résultats du premier et d'éventuelles alliances de partis, vous pourrez toujours faire votre choix final.



- Un plan de lutte contre les violences sexistes et les féminicides
  - Une réforme en profondeur du système pénal (police et prison) tenant compte des revendications des mouvements antiracistes
  - Un engagement du canton en faveur de la solidarité internationale, en consacrant plus de moyens à l'aide humanitaire, notamment en faveur des populations de la Palestine, du Soudan et d'Ukraine. Et par un désinvestissement de la caisse de pension CPEV des placements liés à Israël
- Pour une politique qui place en priorité les besoins fondamentaux de la population et non les profits de quelques-unes, pour une gauche de gauche au Conseil d'État, le 8 mars votez Agathe Raboud Sidorenko.

### Contact

décroissance alternatives  
Case postale 722 | 1800 Vevey 1  
mail: [info@davv.ch](mailto:info@davv.ch)  
canal Telegram: [t.me/decroissance\\_alternatives](https://t.me/decroissance_alternatives)  
Retrouvez-nous également sur instagram ou Facebook

### Nous rencontrer

Venez nous rencontrer au marché du samedi et parfois par surprise dans les rues de Vevey!  
Pour en apprendre plus, rendez-vous sur [www.davv.ch/agenda](http://www.davv.ch/agenda)

### Nous soutenir

Caisse d'Épargne Riviera  
CH89 0834 9000 1100 0814 2  
en faveur de décroissance-alternatives  
ou par TWINT à l'aide du QR suivant →



### Impressum

**Edition:** décroissance alternatives (da.), Vevey  
**Graphisme, maquette, mise en pages:**  
Adrien Colin  
**Illustration:** Olivier Devillers  
**Photographies:**  
Yohan Nieto, Aikin Braff & Sébastien Agnetti  
**Police partout:** BTP (Émilie Rigaud)  
**Corrections:** Merci les amies!  
**Impression:** ESH Médias  
**Tirage:** 14'000 exemplaires – Février 2026